

## Nouvelles réalités, nouveau soutien

Louise Vigeant

---

Number 103 (2), 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/26358ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

### ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Vigeant, L. (2002). Nouvelles réalités, nouveau soutien. *Jeu*, (103), 8–9.

# Éditorial

## Nouvelles réalités, nouveau soutien

Le 7 décembre 2001, j'ai assisté à la plénière des travaux du Forum CINARS 2001 pour me rendre compte, entre autres, qu'il y va dans le monde de la création et de la diffusion comme dans celui de l'édition des revues telle la nôtre : les « petits » s'essoufflent littéralement à faire ce que les subventionneurs exigent de leurs subventionnés. Quelle n'a pas été ma surprise, en effet, d'entendre des propos si proches de ceux que j'avais moi-même tenus lors de rencontres de membres de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) avec des représentants du Conseil des Arts du Canada (CAC) et du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) ; j'allais presque intervenir alors que je n'étais là, bien sûr, qu'à titre d'observatrice. En réalité, nous nous débattons tous dans le même monde où, bien que l'État reconnaisse son rôle dans le soutien de la vie culturelle, les conditions de la pratique artistique et culturelle fluctuent selon les circonstances, les moyens et les objectifs. Si la Compagnie Flak n'est pas *Ex Machina*, *Jeu* n'est pas *L'actualité* !

Les doléances sont semblables : formulaires trop longs, trop compliqués, trop différents d'un organisme à l'autre ; guichets trop nombreux auxquels il faut adresser les demandes ; difficulté à faire reconnaître les écarts entre les besoins des petites entreprises et ceux des grandes, etc. Bref, il semble que dans tous les secteurs de l'activité culturelle, de la création à la critique en passant par la production et la diffusion, les problèmes soient analogues. Toutes les petites compagnies se plaignent notamment de ne pas avoir les ressources, humaines et matérielles, pour remplir les multiples demandes annuelles aux organismes étatiques, pour être à l'affût de tous les programmes – et leurs moult volets et sous-volets – auxquels elles seraient susceptibles d'en adresser de nouvelles, pour faire du démarchage afin d'obtenir du soutien privé (comme on les incite de plus en plus à le faire), pour produire les nombreux rapports d'activités (voire d'étapes) et financiers. Dans ces conditions, l'essoufflement en guette plusieurs.

Si nous partageons ces revendications avec les compagnies d'artistes, nous reconnaissons – et voulons y faire écho ici – qu'elles se heurtent aussi à d'autres difficultés reliées, celles-là, à la diffusion. On peut, par exemple, imaginer le travail qu'exige la collecte de fonds pour faire tourner un spectacle ! Or, souvent, le temps consacré à la recherche de financement dépasse celui alloué à la préparation du voyage... Ce qui, on l'admettra facilement, peut entraîner de fâcheux inconvénients. Ainsi les compagnies demandent-elles de nouvelles formes de soutien de la part des organismes gouvernementaux en ce qui a trait au financement mais surtout à la logistique, car elles n'ont pas les ressources matérielles et humaines pour faire tout ce que nécessitent les tournées : contacts, financement, marketing, organisation, etc.



À l'évidence, pouvoir vivre de la création peut dépendre de la diffusion. Ici et à l'étranger. C'était un des leitmotifs entendus lors du Forum CINARS. Le « marché » local étant restreint, les artistes québécois veulent pouvoir montrer leurs spectacles ailleurs et ainsi non seulement augmenter l'impact de leur discours, mais aussi réussir à vivre de leur art. Toutefois, les artistes et les compagnies se plaignent des règles imposées par certains organismes qui, selon eux, s'appliquent plus à l'industrie qu'à la culture. Pour prendre pleinement notre place dans le réseau international de création, il faudrait changer la mentalité, que d'aucuns jugent trop comptable, dans les critères d'allocation des subventions. Ainsi déplore-t-on certaines règles, comme celle du ministère des Affaires extérieures qui, par exemple, exige que les spectacles soient présentés à raison de dix représentations dans trois villes différentes, durant trois semaines d'affilée. Ce qui, de l'avis de bien des intervenants lors du Forum, exclut trop de compagnies.

De plus, les compagnies ont maintenant des besoins que seuls des experts peuvent combler : connaissance du marché international, prospection, formalités commerciales et d'immigration, voire soutien juridique. Les organismes subventionneurs pourraient apporter un autre type de soutien que le seul financement. D'une manière imagée, un intervenant a même demandé un service « 911 » pour les compagnies en tournée, évoquant les problèmes souvent rencontrés aux douanes : le meilleur exemple étant ce cas où des décors en bois étaient retenus pour cause d'interdiction d'importation de bois !

Ainsi en appelons-nous, encore une fois, à une plus grande concertation entre les divers organismes subventionneurs pour : une diminution du nombre de guichets et d'intervenants ; un arrimage des formulaires ; de meilleurs délais de traitement (souvent des sommes considérables et indispensables, sans lesquelles les projets seraient compromis, sont engagées avant même que la réponse positive de subvention ne soit arrivée !) ; et un soutien logistique d'un nouveau type pour le développement et la diffusion à l'étranger.

La création étant la principale activité des artistes, leur temps et leurs énergies devraient y être consacrées en priorité, et on devrait pouvoir leur épargner des heures interminables de déchiffrage et de « remplissage » de formulaires. Cette étape est certes nécessaire, mais on pourrait prévoir des mécanismes de soutien pour faciliter la tâche. Actuellement, les organismes exigent des compagnies qu'elles fassent le travail de comptables, d'agents de marketing et de promotion, alors qu'elles n'en ont ni le temps ni la compétence. Cela est aussi une réalité pour bien des revues culturelles...

**LOUISE VIGEANT**